COMMUNE DE THUILLEY-AUX-GROSEILLES

PROJET DE PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12/04/2024

L'an deux mil vingt-quatre, le douze avril à 20h30, le Conseil Municipal de la Commune de THUILLEY-AUX-GROSEILLES, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie de Thuilley aux groseilles, sous la présidence de Laurence BROQUERIE, Maire.

Convocation du 29/03/2024

Etaient présents : Laurence BROQUERIE, Pauline BROQUERIE, Christophe GENIN, René Jean-Pierre GENIN, Samuel GRIS, Gabrielle HENRY, Jacques PEROUX, Amélie PEROUX, Stéphane PIERI, Thomas WECKERING

Absent(e)(s) excusé (e)(s) : Gibrien PARISOT a donné procuration à Christophe GENIN

Secrétaire de séance : Amélie PEROUX

Ordre du jour :

- Validation du procès-verbal de la séance du 19/01/2024,
- Compte de gestion 2023 COMMUNE,
- Compte administratif 2023 COMMUNE,
- Affectation des résultats 2023 COMMUNE,
- Budget primitif 2024 COMMUNE,
- Vote des taux de taxes locales,
- Fongibilité des crédits
- Subventions 2024,
- Compte de gestion 2023 EAU,
- Compte administratif 2023 EAU,
- Affectation des résultats 2023 EAU,
- Budget primitif 2024 EAU,
- Modification des loyers,
- Modification du tableau des effectifs,
- Convention d'assistance MMD,
- Dissolution de la SPL Gestion locale,
- Transfert de la compétence eau,
- Virement de crédits,
- Modification du tarif de l'eau : régularisation redevance prélèvement sur la ressource en eau,
- Points divers : subvention Sylv'Acctes 2024 et rénovation 19 Grande Rue, transfert compétence eau, virement de crédits, élection européenne

[Délibération 16/24 : PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19/01/2024](#)

Madame le Maire demande au conseil de voter le projet de procès-verbal de la séance précédente du conseil municipal du 19/01/2024, transmis par mail le 29/03/2024.

Après délibération, le conseil vote procès-verbal de la séance précédente du conseil municipal du 19/01/2024, transmis par mail le 29/03/2024.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

[Délibération 17/24 : COMPTE DE GESTION 2023 BUDGET COMMUNE](#)

Mme le maire rappelle au conseil que le compte de gestion est établi par le comptable public. Elle confirme que les montants et imputations sont conformes au compte administratif tenu en mairie.

	Investissement		Fonctionnement		TOTAL
	2022	2023	2022	2023	2023
Recettes	220 777,60	153 712,13	281 348,71	337 292,35	491 004,48
Dépenses	42 510,07	325 650,10	257 619,88	241 603,75	567 253,85
Solde	178 267,53	-171 937,97	23 728,83	95 688,60	76 249,37

Après délibération, le conseil vote le compte de gestion :

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 18/24 : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET COMMUNE

Mme le Maire expose au conseil les dépenses et recettes 2023 puis quitte la salle.
Le conseil délibère et vote le compte administratif.

Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 19/24 : AFFECTATION DES RÉSULTATS 2023 BUDGET COMMUNE

Vu les comptes précédents, Mme le maire propose d'affecter les résultats ainsi :

- 1) Pour l'investissement :
 - Report 2022 au compte 001 : 203 637,00
 - Solde 2023 : - 171 937,97
 - Résultat de clôture : **31 699,03**

- 2) Pour le fonctionnement :
 - Report 2022 au compte 002 : 270 404,00
 - Solde 2023 : 95 688,60
 - Résultat de clôture : **366 092,60**

Au 001 Résultat d'investissement : 31 699,03 €

Au 002 Résultat de fonctionnement : 366 092,03 €

Après délibération, le conseil vote la proposition d'affectation des résultats :

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 20/24 : BUDGET PRIMITIF 2024 BUDGET COMMUNE

Mme le Maire expose au conseil les dépenses et recettes prévues en 2024.

La section d'investissement est équilibrée en dépenses et recettes à 151 072,24 €.

La section de fonctionnement est équilibrée en dépenses et recettes à 654 035,52 €.

Après délibération, le conseil vote la proposition de budget 2024 par nature au niveau des chapitres, sans opération.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 21/24 : VOTE DES TAUX DE TAXES LOCALES

Mme le maire indique que les bases ont été augmentées au niveau national de 3,90 %, il propose donc au conseil de maintenir les taux ainsi :

- Taxe foncier bâti : 21,14 %
- Taxe foncier non bâti : 11,85 %
- Taxe d'habitation (résidences secondaires) : 3,49 %

Après délibération, le conseil vote la proposition de taux des taxes locales 2024 :

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 22/24 : FONGIBILITÉ DE CRÉDITS

Mme le maire informe le conseil qu'en raison du basculement en nomenclature M57, l'utilisation de crédits en dépenses imprévues n'est plus possible.

L'alternative à la réunion du conseil en cas de dépassement d'un chapitre budgétaire, est de fixer un taux de fongibilité des crédits qui permet de virer des crédits, à l'intérieur d'une même section, dans la limite de 7,5 % maximum des dépenses réelle de la section.

Elle précise que les dépenses de personnel sont exclues de ce dispositif et que chaque virement réalisé sera porté à l'ordre du jour du conseil municipal à venir.

Après délibération, le conseil autorise Mme le maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminés à l'occasion des budgets COMMUNE et EAU et autorise Mme le Maire à signer tout document s'y rapportant.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 23/24 : SUBVENTIONS 2024

Mme le maire rappelle au conseil les subventions accordées par la commune aux associations en 2023 et demande au conseil de se prononcer sur les subventions à verser en 2024 :

NOM	2023	2024	VOTE
Radio Déclic	70	70	Pour : 10 Contre : 1
AEIM	70	70	Pour : 11
Amicale des donneurs de sang	70	70	Pour : 11
Familles rurales	70	70	Pour : 11
Association Sentiers des Deuilles	75	75	Pour : 11
CLCV	100	100	Pour : 10 Contre : 1
Institut de cancérologie	70	70	Pour : 11
Les restaurants du cœur	70	70	Pour : 11
Par Hand 54	70	70	Pour : 11
Gazelles 24	100	0	Pour : 11
Une rose un Espoir		0	Pour : 11
Scléroses en plaques		70	Pour : 11
TOTAL	765	735	

Délibération 24/24 : COMPTE DE GESTION DU BUDGET EAU

La maire rappelle au conseil que le compte de gestion est établi par le comptable public.

Elle confirme que les montants et imputations sont conformes au compte administratif tenu en mairie.

	Investissement		Fonctionnement		TOTAL
	2022	2023	2022	2023	2023
Recettes	24 608,89	18 587,88	41 940,28	32 138,67	50 726,55
Dépenses	9 235,30	83 994,43	42 089,87	27 512,32	111 506,75
Solde	15 373,59	-65 406,55	-149,59	4 626,35	-60 780,20

Après délibération, le conseil vote le compte de gestion :

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 25/24 : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET EAU

Mme le Maire expose au conseil les dépenses et recettes 2023 et quitte la salle.
Le conseil délibère et vote le compte administratif.

Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 26/24 : AFFECTATION DES RÉSULTATS 2023 BUDGET EAU

Vu les comptes précédents, Mme le maire propose d'affecter les résultats ainsi :

- 3) Pour l'investissement :
- Report 2022 au compte 001 :	90 479,00
- Solde 2023 :	<u>- 65 406,55</u>
- Résultat de clôture :	25 072,45
- 4) Pour le fonctionnement :
- Report 2022 au compte 002 :	904,00
- Solde 2023 :	<u>4 626,35</u>
- Résultat de clôture :	5 530,35

Au 001 Résultat d'investissement : 25 072,45 €

Au 002 Résultat de fonctionnement : 5 530,35 €

Après délibération, le conseil vote la proposition d'affectation des résultats :

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 27/24 : BUDGET PRIMITIF 2024 BUDGET EAU

Mme le Maire expose au conseil les dépenses et recettes prévues en 2024.

La section d'investissement est équilibrée en dépenses et recettes à 58 234,30 €.

La section de fonctionnement est équilibrée en dépenses et recettes à 32 967,00 €.

Après délibération, le conseil vote la proposition de budget 2024 par nature au niveau des chapitres, sans opération.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 28/24 : MODIFICATION D'UN LOYER

Mme le maire informe le conseil que les locataires actuels de la maison située 1 rue du Château ont transmis leur préavis de départ en raison du mode de chauffage très coûteux. En attendant de résoudre ce souci, elle propose de réduire le montant du loyer à 780 €. Elle précise que ce loyer s'appliquera dès l'arrivée des nouveaux locataires.

Après délibération, le conseil valide la baisse du loyer du 1 rue du Château de 879,69 € à 780 € à partir de l'arrivée des prochains locataires.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 29/24 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Date de création du poste	Grade	Nombre d'heures / semaine	Type	Motif
01/01/2024	Rédacteur	15	Permanent	Création
01/02/2024	Rédacteur principal 2ème classe	15	Permanent	Création
01/01/2024	Adjoint technique	17,5	Contractuel	Création
01/03/2024	Adjoint technique principal 2ème classe	17,5	Permanent	Création
01/01/2024	Adjoint technique	selon l'intervention	Vacataire	A supprimer
01/04/2024	Adjoint technique	1	Non-permanent	Création

Mme le Maire explique que l'emploi de M. Tom AUBERT a besoin d'être pérennisé, car il y a toujours besoin au minimum d'entretenir la mairie. Elle invite le conseil à créer un poste d'agent contractuel non-permanent de 1 heure par semaine minimum à partir du 01/04/2024.

Le poste de vacataire sera supprimé lors de la prochaine séance.

Après délibération, le conseil valide la modification du tableau des effectifs proposée.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération : CONVENTION D'ASSISTANCE MMD

Mme le Maire explique au conseil la possibilité de conventionner avec MMD 54 pour une assistante aux projets de voirie et d'aménagement notamment.

Le conseil, après en avoir délibéré, décide de reporter la délibération à la prochaine séance.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 30/24 : DISSOLUTION DE LA SPL GESTION LOCALE

C'est par délibération du 12 juillet 2018 que les membres au conseil d'administration du Centre de gestion avaient décidé la création d'une nouvelle structure juridique pour écarter le risque d'un redressement fiscal, car plusieurs activités relèvent du secteur concurrentiel.

Par la suite, il est apparu que :

- Une Société Publique Locale ne pouvait pas répondre totalement à nos objectifs, faute d'une évolution de la législation,
- Seules les communes pouvaient adhérer à une SPL, donc les CCAS et les établissements publics devaient en être exclus.
- Le grand nombre de communes adhérentes ne permet pas le « contrôle analogue » prévu par les textes en vigueur. Le contrôle analogue consiste en des contrôles réels, effectifs et permanents, intervenant sur au moins trois dimensions relatives au fonctionnement de la société, à savoir :
 - Les orientations stratégiques
 - La vie sociale
 - L'activité opérationnelle
- Les dispositions de l'article L.1524-5 du CGCT sont applicables aux Sociétés publiques locales ; elles prévoient que « toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un représentant au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, désigné en son sein par l'assemblée délibérante concernée ».

Or, un conseil d'administration ne peut pas matériellement comprendre plusieurs centaines de membres.

C'est dans ce contexte que l'ensemble des collectivités du département a reçu, fin décembre 2019, un courrier de la préfecture de Meurthe-et-Moselle rappelant ces règles et annonçant qu'une attention particulière serait portée à toute nouvelle adhésion et demandait aux collectivités de « prendre leurs dispositions » face à cette situation.

En conséquence, la société n'a plus d'effectif depuis le 31/12/2020. Elle ne porte plus d'autres activités, compte tenu de la reprise par le Centre de Gestion des missions qui étaient exercées par la SPL.

Aussi, dans ce cadre, il nous sera proposé lors de la prochaine assemblée générale de la SPL :

- une dissolution anticipée de la SPL GESTION LOCALE, dans les meilleurs délais,
- de nommer en qualité de liquidateur M. Daniel MATERGIA, et de lui conférer les pouvoirs les plus étendus aux fins de procéder à la liquidation de la Société,
- de mettre fin aux fonctions des administrateurs et des organes de direction à compter de la dissolution. Le mandat du Commissaire aux Comptes devra se poursuivre dans la mesure où sa présence est obligatoire dans les SPL, sans considération de seuils.

Le liquidateur sera ensuite chargé de recouvrer les créances de la société et régler ses dettes, d'établir les comptes de liquidation et de convoquer une seconde Assemblée Générale des actionnaires afin de leur faire approuver les dits comptes, ainsi que l'éventuelle attribution du solde de liquidation aux actionnaires, donner quitus au liquidateur et le décharger de son mandat puis constater la clôture de la liquidation à l'amiable de la Société.

L'accord de notre représentant aux Assemblées Générales de la SPL GESTION LOCALE, tant de dissolution que de liquidation, ne pourrait être donné sans cette délibération préalable, en application de l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales, alinéa 3.

Aussi, à cette fin, il nous a été demandé de nous prononcer sur les propositions susvisées et d'en faire ensuite parvenir une copie à la SPL Gestion Locale.

Le conseil après en avoir délibéré, donne son accord à :

- la dissolution anticipée de la SPL GESTION LOCALE dans les meilleurs délais,
- la nomination de M. Daniel MATEGRIA comme liquidateur et l'attribution des pouvoirs les plus étendus aux fins de procéder à la liquidation de la Société,
- la fin des fonctions des administrateurs et des organes de direction et la conservation du Commissaire aux Comptes,
- la liquidation à l'amiable de la SPL GESTION LOCALE,
- et donne ainsi tous pouvoirs à notre représentant(e) de voter, conformément aux décisions prises ci-avant, aux Assemblées Générales de dissolution et de liquidation de la Société SPL GESTION LOCALE

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 31/24 : REDEVANCE PRÉLÈVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU

Afin de valider les factures d'eau et d'assainissement pour la consommation 2023, le trésorier demande une confirmation du taux de la redevance Prélèvement sur le Ressource en eau.

Après délibération, le conseil confirme collecter puis reverser à l'Agence de l'eau la redevance Prélèvement sur la ressource en eau à hauteur de 0,052 €/m³.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération 32/24 : DEMANDE DE SUBVENTION SYLV'ACCTES 2024

Madame le maire rappelle que par délibération du 19/01/2024, le conseil Municipal a approuvé le programme de travaux sylvicoles 2024 proposé par l'ONF pour les parcelles 16, 17, 19, 43 et 44 pour un montant de 7 130,92 € HT.

Les travaux consistent à :

- Traitement en sylviculture à couvert continu et diversification des peuplements feuillus hétérogènes (Unités de Gestion (UG) 16.i, 17.i et 19.i),
- Amélioration et diversification des peuplements post-tempête dans le cadre du changement climatique (UG 16.t, 43.t et 44.t)

Il est proposé au Conseil municipal de solliciter une aide de 3 565,46 € soit 50% du montant des travaux auprès de SYLV'ACCTES dans le cadre du projet sylvicole territorial.

Le conseil municipal après en avoir délibéré :

- Autorise le Maire à déposer une demande d'aide de 3 565,46 € auprès de Sylv'ACCTES
- Donne toute délégation utile à Madame le Maire pour la mise en œuvre de ce dossier.
- Autorise le Maire à signer les actes et documents afférents à ce dossier.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération : PROJET RÉNOVATION LOGEMENT ET RESTAURANT

Madame le Maire explique au conseil l'étude réalisée par le Pays de Colombey concernant l'état du bâtiment communal situé au 19 Grande Rue et loué en partie pour l'habitation et en partie pour le restaurant.

Elle indique qu'une rénovation s'impose et explique les devis reçus.

Après délibération, le conseil décide de reporter le projet à la prochaine séance du conseil.

POINTS DIVERS :

1) Transfert de la compétence eau

Mme la Maire explique au conseil la proposition de la communauté de communes d'un transfert de la compétence eau. Celle-ci sera obligatoire en 2026 mais il conviendra de choisir de transférer à la communauté de communes ou au Syndicat Mixte des Eaux du sud Toulinois.

2) Virement de crédits

Afin de régulariser une exonération fiscale, le trésorier a demandé d'effectuer un mandat en urgence sur l'exercice 2023. Pour ce faire, 427 € ont été virés du compte 022 *Dépenses imprévues* au compte 7391178 *Autres reversement et restitution sur contributions directes* le 24/01/2024.

3) Election européennes le 09/06/2024

Mme le Maire indique que l'organisation de la tenue du bureau de vote pour la prochaine élection européenne sera abordée lors de la prochaine séance du conseil.

La séance est levée à 1h00.